

Extraits de l'introduction à : *Des Putes et des Hommes. Vers un ordre moral androphobe*, Paris, Éditions Ring, 2016.

Dans ce livre (*Des Putes et des Hommes. Vers un ordre moral androphobe*), je m'interroge d'abord sur les prostituées et leurs clients, en ce que ceux-ci sont érigés en coupables tandis que celles-là tendent à être réduites à des victimes, après avoir longtemps été traitées comme des délinquantes. Au moment où les prostituées tendent à être décriminalisées, les clients font l'objet d'une criminalisation croissante. D'où la banalisation dans l'imaginaire social de ces deux représentations : la prostituée traitée comme une victime plus ou moins infantilisée, objet d'une compassion n'allant pas sans mépris, et le client dénoncé comme un détestable "prostitueur" ou un méprisable "viandard", premier complice du proxénète exploiteur, voire esclavagiste. Il y a là deux stéréotypes négatifs couplés qui orientent les controverses idéologiques sur la question prostitutionnelle, récemment recentrée sur la pénalisation du client. (...)

Celles qu'on désignait comme des "femmes de mauvaise vie" ne sont devenues récemment respectables qu'en étant jugées irresponsables, ce qui les voue à être rééduquées ou "responsabilisées", au même titre que leurs clients. (...) D'entrée de jeu, deux problèmes classés comme philosophiques s'imposent à nous : celui de la liberté de se prostituer et celui de la dignité humaine de ceux et celles qui se prostituent. (...) Lorsque la discussion philosophique a lieu, elle reste dans les marges des débats publics. Au postulat selon lequel nul ne choisit librement de se prostituer s'opposent des témoignages attestant que l'exercice de la prostitution peut dériver d'un libre choix et que la prostitution volontaire et assumée est loin d'être un phénomène social minoritaire. Parallèlement, le postulat selon lequel la prostitution est une atteinte à la dignité humaine, parce qu'elle impliquerait violence, exploitation ou marchandisation des corps, voire esclavage sexuel, se heurte à l'argument consistant à voir dans le consentement des partenaires de la relation prostitutionnelle une preuve de sa fonction sociale, voire une garantie suffisante de sa valeur morale. (..)

La réponse des ennemis absolus de la prostitution tourne autour de la disqualification, voire de la criminalisation du consentement. Ils utilisent l'idée de la dignité de la personne humaine comme argument pour limiter la valeur du consentement, jusqu'à la nier. En s'efforçant de disqualifier l'idée du libre consentement à la prostitution, ils contribuent à légitimer la logique abolitionniste. À leurs yeux, tout consentement est une illusion ou une tromperie, le produit d'une manipulation. Sous couvert de cette thèse qu'ils présentent comme démystificatrice, ils supposent qu'ils savent mieux que les acteurs ce que ces derniers vivent et pensent. Et ils se proposent d'agir pour le bien de ces individus censés ignorer ce qui les détermine et dont les opinions ne comptent pas à leurs yeux. On peut voir dans cette prétention paternaliste un aspect de l'arrogance des élites. L'État moralisateur se fonde sur cette vision paternaliste pour interdire ou réprimer certaines pratiques sexuelles et imposer ses modèles normatifs de la "bonne" sexualité.

J'aborde ensuite dans ce livre la question délicate de la bêtise propre à une catégorie particulière de partisans du Bien, à savoir ceux qui veulent "rendre l'humanité meilleure" (Nietzsche) et réaliser ici-bas, ou "ici et maintenant", l'utopie de la société parfaite. Les adeptes du perfectionnisme veulent à tout prix reconstruire, sans plus tarder, les rapports sociaux sur la base de leurs idéaux de la vie bonne ou du progrès de la civilisation. Cette bêtise des "belles âmes" dites progressistes est inséparable d'un paternalisme moralisant qui, largement diffusé par un militantisme associatif spécialisé, alimenté par la propagande néo-féministe, est devenu un paternalisme d'État. Je caractérise comme néo-féministe le dernier stade observable du militantisme féministe dans les sociétés libérales-pluralistes, disons une version politiquement acceptable du féminisme radical d'inspiration abolitionniste, longtemps marginal - dans les débats sur la prostitution, les positions dominantes oscillaient entre le prohibitionnisme et le réglementarisme.

Le néo-féminisme est le féminisme désormais triomphant dans le monde des élites de la culture et du pouvoir, un féminisme devenu idéologie dominante et instrument de terrorisme intellectuel au moment même où, dans les sociétés occidentales, le sexisme est devenu honteux et consensuellement condamné en tant que forme de stigmatisation et de discrimination. Cela ne signifie pas que les attitudes et les conduites sexistes ont disparu, mais qu'elles n'existent plus qu'en tant que survivances, même si l'on considère le fait qu'elles sont surtout présentes dans certaines populations issues de l'immigration (...). Mais l'évolution sociale globale va dans le sens de la disqualification des attitudes sexistes. (...)

Il y a du sexisme observable dans certains secteurs de la population française, et il faut bien sûr le combattre par divers moyens. Mais il y a aussi un sexisme imaginaire, idéologiquement élaboré par divers groupes activistes, dont la raison d'être est de lancer des chasses aux sorcières, plus ou moins relayées par les dirigeants politiques. Et, comme les sociologues le savent depuis longtemps, la lutte contre des chimères produit des effets réels. Ce sexisme chimérique est au centre de la démonologie antisexiste contemporaine. Il peut se caractériser par son statut et sa fonction de nouvelle clé de l'Histoire, en ce que les antisexistes radicaux supposent que "le sexisme" est partout, qu'il explique tout, ou presque, et qu'il est la source de la plupart de nos maux. Il incarne ainsi une nouvelle figure de la causalité diabolique pour ses dénonciateurs, qui supposent que les sociétés contemporaines, derrière les valeurs et les normes égalitaires qu'elles prétendent respecter, sont ou demeurent intrinsèquement "patriarcales". (...)

En France, la pénalisation des clients constitue un bon exemple de ce passage au politique de revendications longtemps confinées à des milieux activistes marginaux. L'abolitionnisme a joué le rôle d'un puissant dispositif de légitimation d'une "putophobie" culturellement distinguée,

retraduisant en termes idéologiquement acceptables les stéréotypes négatifs liés au mépris social entourant la prostitution. On y retrouve la dialectique négative observable dans le traitement des prostituées comme dans celui des homosexuels naguère : déresponsabilisation, décriminalisation et pathologisation. Catégorisées comme des "victimes", censées incarner telle ou telle forme de maladie sociale, les prostituées sont vouées à être soignées, protégées et sauvées. Dans ce cadre idéologique, elles sont imaginées comme des victimes du sexisme et de l'exploitation sexuelle, comme si elles étaient toutes victimes de proxénètes ou de réseaux criminels de "traite" des êtres humains. Ce qu'enseigne une approche anthropologique de la question est bien différent. (...)

Le sexisme existe bien, mais il faut le reconnaître là où il est observable, dans les sociétés restées imperméables aux valeurs et aux normes de l'individualisme libéral et égalitaire ainsi qu'à l'exigence de laïcité. Or, c'est le plus souvent de ces sociétés théocratiques et patriarcales que sont originaires les populations qui viennent s'installer en Europe. On ne saurait s'étonner que de tels migrants ne déposent pas aux frontières de Schengen leur culture sexiste. Mais les activistes néo-féministes, aveuglées par leurs convictions idéologiques héritées de l'antiracisme anticolonialiste, ne peuvent ni ne veulent reconnaître le fait. Les "immigrés" ou les "migrants", quoi qu'ils puissent faire, sont à leurs yeux des victimes désignées du "racisme", et à ce titre soustraits au regard critique. (...)

C'est ainsi que, dans un premier temps, nombre de néo-féministes ont gardé le silence sur les agressions sexuelles [commises](#) dans la nuit du 31 décembre 2015 à Cologne et dans d'autres villes européennes par des immigrés originaires d'Afrique du Nord ou des "migrants" venus d'Irak ou de Syrie. Dans un deuxième temps, certaines d'entre elles se sont évertuées à minimiser ces violences sexuelles de masse, tout en dénonçant, conformément aux stratégies discursives propres à la culture de l'excuse, les discriminations ou l'"islamophobie" dont les agresseurs seraient les victimes, ou les "instrumentalisations racistes", par "l'extrême droite", des dites agressions. Les droits des femmes européennes passent dès lors après les droits des "migrants" venus du Maghreb ou du Moyen-Orient. Le message principal est qu'il ne faut pas "stigmatiser les immigrés". La lutte contre des dangers imaginaires conduit à négliger ou sous-estimer, voire nier les dangers réels. (...)

Le fait que la cible de la stigmatisation soit mise au masculin : "le client", est hautement significatif. Le couple stéréotypé visé par la polémique est formé par le client et la prostituée. C'est exclure d'emblée du champ du discutable la cliente et le prostitué. Cette exclusion subreptice est précisément la condition d'efficacité de l'opération : rendre responsable, voire coupable, le client en tant qu'homme et l'homme en tant que client. La femme est ici mise entre parenthèses : son innocence intrinsèque n'autorise qu'à l'intégrer éventuellement dans la catégorie des victimes. (...) Si les putes peuvent toutes prétendre au statut (relativement enviable) de victimes (à aider, protéger ou sauver), les clients sont réduits à celui de bourreaux

ou de complices d'un abominable "système d'esclavage sexuel" - partie du paysage prostitutionnel prise abusivement pour le tout.

Il devrait être possible de reconnaître l'existence de réseaux mafieux exerçant divers types de trafics (d'armes, de drogue, de femmes, etc.) sans réduire toutes les formes de prostitution au modèle de l'esclavagisme sexuel. Mais les "terribles simplificateurs" n'ont cure des réalités factuelles. Dans l'univers fantasmatique de la nouvelle bien-pensance, les clients incarnent l'une des figures du Mal. (...)

Le débat aussi vif que confus sur la pénalisation des clients permet ainsi de mettre en lumière l'une des tendances idéologiques les plus méconnues des sociétés occidentales contemporaines : la dévalorisation croissante de l'homme - en tant que mâle -, la disqualification montante de la masculinité et, plus particulièrement, la bestialisation toujours plus intense du mâle hétérosexuel. Le mépris pour le "gros hétéro de base" est allé croissant dans le monde culturel, voire dans le monde politique, bastion toujours supposé du sexisme alors même qu'il a été pris d'assaut par les adeptes de la parité généralisée. C'est ce mouvement de péjoration croissante que j'appelle ici misandrie ou androphobie, mélange de peur, d'aversion et de haine à l'égard de "l'homme". Son dogme principal est simple : l'homme est un loup pour la femme. Un animal violent et lubrique, provoquant dégoût et crainte. Bête sauvage ou monstre, jugé dangereux par nature et par culture, l'homme doit être surveillé, contrôlé et puni. (...)

La vague androphobe contemporaine est le rejeton du néo-féminisme purificateur et d'un humanitarisme hypermoral qui, mis à toutes les sauces, tient lieu de morale dans des sociétés où les élites du pouvoir, de la richesse et de la communication sont souvent dénuées de sens moral (...)

Derrière ce qui pourrait paraître une anodine proposition de loi, derrière la façade de la pénalisation des clients présentée comme un remède miracle, il faut apercevoir l'offensive de nouveaux "prêcheurs de haine" prétendant faire le salut de l'humanité malgré elle.

Sur la misandrie contemporaine: tous coupables, toutes victimes

Écrit par Pierre-André Taguieff
